

Information et communication sur les risques liés au médicament et son bon usage auprès des professionnels de santé et du public : principe de précaution, gestion du risque, communication pendant et en dehors des situations de crise

Mathieu Molimard¹, Corine Bernaud², Philippe Lechat³ et les participants à la table ronde N°6 de Giens XXIX : Theodora Bejan-Angoulvant⁴, Cherif Benattia⁵, Amel Benkritly⁶, David Braunstein⁷, Sandrine Cabut⁸, Nadine David⁹, Annie Fourier-Réglat¹⁰, Benoit Gallet¹¹, Marta Gersberg¹², Sylvia Goni¹³, Pascale Jolliet¹⁴, Véronique Lamarque-Garnier¹⁵, Claire Le Jeunne¹⁶, Irina Leurs¹⁷, François Liard¹⁸, Muriel Malbezin¹⁹, Joelle Micallef⁷ et Marina Nguon^{20†}

- 1 CHU et Université de Bordeaux, Département de pharmacologie, Bordeaux, France
- 2 Laboratoire AstraZeneca France, Direction médicale, Rueil-Malmaison, France
- 3 AP-HP, Département de la recherche clinique et du développement, Hôpital Saint Louis, Paris
- 4 CHU de Tours, Tours, France
- 5 Sunivion Pharmaceuticals, Marlborough, MA, États-Unis
- 6 Laboratoire Sanofi Aventis, Paris, France
- 7 CIC, CPCET, CHU Timone, AP-HM, Marseille, France
- 8 Le Monde, Paris, France
- 9 Direction générale de la santé, Paris, France
- 10 Université de Bordeaux, Bordeaux, France
- 11 Laboratoire Bristol Myers Squibb, Paris, France
- 12 MGersberg Conseil, Chatou, France
- 13 Laboratoire Lundbeck, Issy les Moulineaux, France
- 14 CHU, Nantes, France
- 15 SFPT, Croissy sur Seine, France
- 16 Hotel Dieu, AP-HP, Paris, France
- 17 Laboratoire Norgine, Rueil Malmaison, France
- 18 Cabinet médical, Saint Epain, France
- 19 Laboratoire Janssen Cilag, Issy les Moulineaux, France
- 20 Hôpital Saint Louis, AP-HP, Paris, France

Texte reçu le 20 mars 2014 ; accepté le 27 mai 2014

† Les articles, analyses et propositions des Ateliers de Giens n'engagent que leurs auteurs, et ne préjugent pas de la position de leur organisme de tutelle.

Mots clés :

information ;
communication ;
formation ;
bon usage du médicament ;
risques du médicament

Résumé –

Les crises récentes qui ont secoué le monde du médicament ont mis en exergue la complexité, les bénéfices et les risques de la communication sur le médicament. La difficulté de cette communication trouve son origine dans la diversité des sources d'information et des audiences, la crédibilité des communicants, la difficulté à communiquer l'incertitude scientifique et le principe de précaution. Ce dernier est influencé par des perceptions et des tolérances variables au risque. On observe globalement un manque de formation au risque et un refus de la société actuelle de tout risque. La communication sur le médicament est soumise à des contraintes légales ou réglementaires, utilise souvent des outils et des messages non adaptés à l'audience et méconnaît souvent les méthodes de communication. Pour sortir de cette spirale, il convient de coordonner l'information disponible en renforçant le portail unique d'information sur les médicaments et coordonner la communication entre les autorités avec un porte parole unique. Un effort particulier doit être fait sur la formation au bon usage et au risque des médicaments que ce soit à l'intention de la population générale et des patients mais aussi à l'intention des professionnels de santé avec la mise en place d'une plateforme d'enseignement en ligne académique unifiée de formation continue au médicament et à son bon usage.

Abréviations : voir en fin d'article.

1. Introduction

Les affaires récentes, telles que celles relatives aux pilules contraceptives de troisième et quatrième générations, ou au furosémide, ont révélé un défaut d'information, de communication, d'éducation ou de formation sur le bon usage et les risques pouvant être induits par les médicaments. Les multiples sources d'information, les multiples messages parfois contradictoires véhiculés par les communicants de tous ordres trouvent un écho particulier auprès du public, des patients ou des professionnels de santé. L'objectif attendu d'une bonne communication sur le bénéfice et le risque des médicaments est de modifier les comportements afin d'améliorer le bon usage et favoriser la minimisation des risques (figure 1). L'objet de la table ronde n° 6 des ateliers de Giens a été de dresser un bilan de l'existant et des manques en termes d'information et de communication dans le domaine du risque et du bon usage du médicament auprès des professionnels de santé et du public et de définir des recommandations pour mieux prévenir et gérer les crises

2. État des lieux

Des sources d'informations multiples et hétérogènes sont utilisées par de nombreux acteurs de la communication sur le médicament. La multiplicité et l'hétérogénéité de ces sources nécessitent une analyse critique des informations et une légitimité de leur communication par un/des émetteur(s) dont l'intérêt commun est de favoriser le bon usage du médicament. À côté de l'information officielle qui était en France jusqu'à récemment dispersée sur plusieurs sites Internet, de nombreuses sources de qualité variable utilisant tous les médias de communication existants sont disponibles. La base de données publique des médicaments a été ouverte début octobre.^[1] Elle regroupe des informations sur l'intégralité des spécialités pharmaceutiques commercialisées sur le marché français, issues de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), de l'Agence européenne des médicaments (EMA) pour les médicaments enregistrés en procédures européennes

centralisées, de la Haute autorité de santé (HAS) et de l'Assurance maladie (UNCAM) sous l'égide de la Direction générale de la santé (DGS). La création de cette base répond à la volonté de mieux informer les patients et les professionnels de santé concernant le médicament, en améliorant la qualité, la transparence, et l'accessibilité de cette information. La base de données mise en ligne répond très bien à ces objectifs concernant le fond de l'information. Elle permet un accès facile au résumé des caractéristiques du produit et à ses annexes (dont la notice patient), aux avis de la commission de la transparence et aux informations sur un risque particulier et sa surveillance.

Pour les professionnels de santé cet outil permet d'avoir un accès rapide, gratuit exhaustif aux données officielles sur les médicaments bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) en France, premier pas avant toute demande auprès des centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV) pour une recherche d'information plus approfondie ou personnalisée. On y trouve des informations pour tous les médicaments, y compris ceux non inscrits au dictionnaire Vidal®, mais pas pour les médicaments dont la commercialisation a été arrêtée depuis plus de 2 ans. Cette limitation peut être reprochée en termes de transparence.

Cette base pêche par une information qui doit encore être adaptée pour les patients. L'information générale, pédagogique et adaptée au public, sur le médicament, est mise à la disposition des usagers sur le portail web médicament du site du ministère. Ce portail^[2] offre un point d'entrée vers la base de données publique des médicaments. La navigation du portail vers la base, et inversement, est très facile et permet ainsi à l'utilisateur de pouvoir consulter, à tout moment de sa recherche dans la base, des informations plus générales lui permettant de prendre du recul sur l'information qui est mise à sa disposition. Hormis la notice « patient » avec ses contraintes réglementaires la rendant peu digeste, aucun des textes mis en ligne dans la base n'a été écrit pour le grand public. Actuellement, l'excès louable de transparence aboutit à rendre accessible une information parfois très volumineuse, très technique, alarmante, et peut-être peu informative. La quantité de données peut noyer le lecteur, voire le rendre incapable de visualiser l'information qu'il

Download English Version:

<https://daneshyari.com/en/article/2578833>

Download Persian Version:

<https://daneshyari.com/article/2578833>

[Daneshyari.com](https://daneshyari.com)